

Service productions animales et environnement  
4, Avenue Rose Poirier  
BP 61029  
88050 Épinal Cedex 09

Épinal, le 24/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ABATTOIRS MONTAGNE SUD**

335, rue du Haut des Rangs  
88200 Dommartin-lès-Remiremont

Références : AR/2024-00218  
Code AIOT : 0058800169

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2024 dans l'établissement ABATTOIRS MONTAGNE SUD implanté au 335, rue du Haut des Rangs 88200 Dommartin-lès-Remiremont. L'inspection a été annoncée le 23/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite la suspension d'activité signée le 05/01/2024.  
L'ensemble des points non-conformes, ayant entraîné la suspension, a été passé en revue.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ABATTOIRS MONTAGNE SUD
- 335, rue du Haut des Rangs 88200 Dommartin-lès-Remiremont
- Code AIOT : 0058800169
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement d'abattage et découpe de viande, structure bâimentaire vieillissante qui dispose de plusieurs salariés.

L'établissement fonctionne sur 2 jours pour la partie abattoir et les autres jours en découpe de carcasses.

Situé à proximité immédiate de la Moselle et de la station d'épuration de la commune de Dommartin-lès-Remiremont.

## Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a transmis un courrier en date du 17/01/2024 sur lequel il s'engage à remédier à l'ensemble des non-conformités dans un échéancier qu'il s'est fixé.

Les délais de réalisation de ces actions sont repris dans l'arrêté de levée de suspension.

Des travaux relativement lourds, de gros œuvre, nécessitant de la maçonnerie sont prévus. Une nouvelle visite sera programmée à échéance de ces délais.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle           | Référence réglementaire                      | Autre information   |
|----|-----------------------------|--|---------------------|
| 1  | Aménagement et exploitation | Arrêté Préfectoral du 14/11/2011, article 11 | Levée de suspension |
| 2  | Aménagement et exploitation | Arrêté Préfectoral du 14/11/2011, article 7  | Levée de suspension |
| 3  | Prescriptions générales     | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 13 | Levée de suspension |
| 4  | Prescriptions générales     | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 15 | Levée de suspension |
| 5  | Prescriptions générales     | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 17 | Levée de suspension |
| 6  | Prescriptions générales     | Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 18 | Levée de suspension |
| 7  | Risques chimiques           | Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17 | Levée de suspension |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ayant apporté un certain nombre d'éléments à la connaissance de l'inspection, autant sur les aspects documentaires (mise en place d'enregistrements, de suivis, de plans...) que sur des projets de travaux fixant lui-même des échéances.

L'inspection des installations classées propose de lever la suspension d'activité.

Cependant, des prescriptions seront apportées afin de conforter l'effectivité des travaux et de la mise en œuvre des mesures annoncées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Aménagement et exploitation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2011, article 11  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prétraitement des effluents   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une station de prétraitement recevra les eaux polluées résultant de l'activité de l'abattoir mis à part l'eau de lavage des stabulations, des bétailières et les eaux vannes qui seront orientées vers le réseau public.</p> <p>L'ouvrage de prétraitement comprendra au minimum:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un poste de relevage d'un volume de 1.7m<sup>3</sup> avec 2 pompes submersibles de 9m<sup>3</sup>/heure,</li> <li>- un tamis rotatif de 750microns,</li> <li>- un dégraisseur d'un volume de 8m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Après prétraitement, les effluents transiteront par un canal venturi permettant la mise en place d'appareillage de comptage et de prélèvement avant de gagner la station d'épuration de Dommartin-les-Remiremont.</p> <p>Compte tenu de l'activité irrégulière de l'établissement, un bac tampon devra être mis en place afin de "lisser" les effets de pointe des eaux usées qui pourraient être préjudiciables au bon fonctionnement de la station d'épuration.</p> <p>La concentration des eaux résiduaires orientées vers la station d'épuration devra pour les différents paramètres mesurés, toujours être inférieure à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- DBO5 800mg/L</li> <li>- DCO 2000mg/L</li> <li>- MEST 600 mg/L</li> <li>- AZOTE GLOBAL 150 mg/L</li> </ul> <p>et la charge en graisse ne devra pas excéder 40kg/jour.</p> |

Ces paramètres devront être pris en compte dans la convention qui sera passée avec l'exploitant de la station d'épuration.

Des mesures de débit et des analyses permettant de connaître les paramètres de l'effluent prétraité seront faites au minimum une fois par an. Des contrôles supplémentaires pourront être demandés par l'inspection des installations classées; ces contrôles seront aux frais de l'exploitant.

Les déchets de la station de prétraitement seront stockés dans un bac étanche puis évacués par l'équarrisseur avec les autres déchets de l'abattoir.

**Constats :**

La station de pré-traitement doit faire l'objet d'un diagnostic avec remise en état de l'ensemble des fonctionnalités la semaine du 23 au 28 janvier 2024.

Le sol doit également être refait (ragréage) dans l'attente d'une météo plus clémente pour réaliser l'ensemble des travaux de réfection des sols de la station, de la création d'un muret de rétention et de l'installation d'une couverture (le délai de réalisation sera établi à réception des devis).

Jusqu'à 2021, la station d'épuration réceptrice réalisait les analyses mais celles-ci se sont arrêtées lors du changement de gestionnaire.

L'exploitant a transmis des engagements, de sa part ainsi que du laboratoire (TECNYDRO), afin de réaliser très rapidement des analyses des eaux de rejets dès la remise en route de l'abattoir.

Le laboratoire demande un délai de prévenance d'une semaine pour la réalisation des échantillonnages.

Par ailleurs, l'exploitant s'est engagé à ré-évaluer la convention de rejets avec la STEP voisine afin d'être en cohérence avec le fonctionnement actuel.

Les valeurs limites d'émission ont été communiquées par mail à l'exploitant le jeudi 24 janvier 2024.

L'ensemble du dossier ICPE doit faire l'objet d'une révision de manière générale. L'objectif est de demander un déclassement de l'établissement en relation avec la baisse de production.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Un bilan 24h ( débit et analyses) sur les eaux de rejets devra être réalisé dans la semaine qui suit la remise en fonction de l'établissement.
- Le diagnostic de la station de prétraitement devra être communiqué à l'inspection avant le 31 janvier 2024.
- Les préconisations induites par le diagnostic de la station devront être mises en œuvre avant le 17 mars 2024 tout comme la révision de la convention de rejets avec la STEP.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de suspension

**N° 2 : Aménagement et exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/11/2011, article 7

**Thème(s) :** Autre, Récupération du sang

**Prescription contrôlée :**

Le sang alimentaire (sang de porc) sera récupéré, défibriné et stocké dans des bidons de 20 litres entreposés à une température de 2° environ.

Le sang industriel sera stocké dans une citerne réfrigérée et récupéré par l'équarrisseur au minimum une fois par semaine.

**Constats :**

Le sang est dorénavant pompé et récupéré dans des bacs étanches qui sont stockés dans le local sous-produits animaux jusqu'à évacuation par le service public d'équarissage.

Les factures de la société SARVAL sont détaillées, justifiant ainsi de la conformité de l'élimination du sang par une filière autorisée.



|   |
|---|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                  |
| ➤ Les bordereaux et/ou factures seront stockés informatiquement et consultables par l'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de suspension  |

### N° 3 : Prescriptions générales

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 13  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvement en eau potable  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les compteurs sont relevés toutes les semaines et les chiffres et dates relevés seront consignés sur un registre qui pourra être vérifié par l'inspection des installations classées.<br><br>L'eau potable utilisée dans l'établissement d'abattage devra avoir une pression supérieure à 3 bars.<br><br>Tout doit être mis en œuvre pour limiter le volume des eaux résiduaires notamment par l'emploi de pistolets-douches pour tous les postes de douchage ou de lavage, de robinets à pression avec retour automatique, par la vérification périodique de l'état d'étanchéité des vannes, robinets, pistolets, par le nettoyage mécanique (raclette) avant le nettoyage à l'eau des sols et murs. |
| <b>Constats :</b><br>À ce jour, les enregistrements journaliers des prélèvements d'eau sont réalisés manuellement. Lors de petites fuites (joints défailants par exemple) M. GERARD s'occupe des réparations. En cas de fuites plus importantes, un plombier professionnel est sollicité.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de suspension   |

### N° 4 : Prescriptions générales

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 15  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des odeurs  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant prendra toutes les précautions nécessaires pour que les nuisances dues aux odeurs soient réduites au maximum et en particulier, les dispositions suivantes devront être respectées: <ul style="list-style-type: none"> <li>- couverture de la fumière,</li> <li>- nettoyage quotidien des stabulations, des installations d'abattage et de découpe,</li> <li>- stockage des déchets en benne étanche dans un local réfrigéré et enlèvement régulier par l'équarrissage,</li> <li>- stockage des cuirs et peaux dans un local réfrigéré.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br>Le stockage des boues de la station de pré-traitement se fait dans un bac rouge étanche.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de suspension   |

### N° 5 : Prescriptions générales

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 17   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Prévention des nuisibles   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toutes les dispositions seront prises pour éviter l'introduction et la pullulation des insectes et rongeurs.<br>Une fois par an au minimum les locaux de la stabulation seront blanchis et désinsectisés à l'aide de produits autorisés. |
| <b>Constats :</b><br>Un plan de lutte contre les nuisibles est mis en place, des appâts sont positionnés aux abords de  |

l'établissement (11 points). Le suivi et les contrôles sont réalisés par la société APHYRIO. Les documents (plans, attestations) sont archivés et consultables sur site.  
L'exploitant a précisé que ce plan est voué à évoluer en fonction de la révision du dosier ICPE en cours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de suspension

#### N° 6 : Prescriptions générales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/11/1996, article 18

**Thème(s) :** Autre, Sécurité électrique

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques seront réalisées selon les normes en vigueur et contrôlées annuellement par un organisme agréé aux frais de l'exploitant de l'établissement.

**Constats :**

Les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle périodique le 03/02/2023 par le bureau VERITAS.

Un nouveau contrôle est d'ores et déjà prévu début février 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de suspension

#### N° 7 : Risques chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17

**Thème(s) :** Produits chimiques, Risque chimique

**Prescription contrôlée :**

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;

- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

**Constats :**

Des dispositifs de rétention ont été installés sous tous les produits dangereux dans un seul et même local.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de suspension